

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le peuple Malgache rejette le pouvoir présidentiel

- International -

Date de mise en ligne : dimanche 1er mars 2009

Démocratie & Socialisme

Une crise de longue durée a éclaté à Madagascar. Elle trouve sa source dans la politique du Président Marc Ravalomanana qui a la tête du puissant groupe agro-alimentaire du pays spolie les malgaches de la terre des ancêtres et laisse l'immigration chinoise et coréenne investir dans l'immobilier et le commerce. Cette politique vise à financer en contre partie les grandes infrastructures du pays, notamment le réseau routier...

Cette politique se superpose à la crise économique qui rend chaque jour les denrées alimentaires de plus en plus chères. La bourgeoisie merina se divise engendrant une crise sociale et politique comparable à 1992, mais opposant les merina entre eux, alors que toutes les crises antérieures de la colonisation à 2002 avaient opposés les Mérina aux ethnies côtières.

Marc Ravalomanana est arrivé au pouvoir en 2001 lors des élections présidentielles après un coup d'état judiciaire entre les deux tours et l'aide forcée de la France pour mettre fin à la présidence de Didier Ratsiraka. A cette occasion les Merina étaient unis pour le changement social, pour mettre fin à la corruption, pour construire des infrastructures, pour projeter le pays dans le développement économique. Ce gouvernement bascula rapidement dans l'évangélisme, se mit à restreindre les libertés individuelles, tout en développant le libéralisme en faveur du capitalisme américain, des chrétiens démocrates allemands, des dirigeants de la Chine populaire ou de la Corée du Sud. Cette politique se heurte aux conceptions des églises protestantes et catholiques traditionnelles, aux traditions francophones de la bourgeoisie Merina qui se lamente de la puissance économique du Président-PDG, gérant le pays à son plus grand profit. Dans le même temps, la corruption atteint des niveaux jamais atteints, la monnaie dévaluée avec l'instauration de l'ariary et la disparition du franc malgache, la justice sommet de se mettre à son service. Ainsi, le peuple s'enfoncé chaque jour de plus en plus dans la pauvreté et la misère.

Cette situation a permis de promouvoir lors des dernières élections municipales contre toute attente le jeune Andry Rajoelina contre le candidat du TIM présidentiel. Cette nouvelle donne ne mit pas fin au plein pouvoir du Président, au contraire ce dernier multiplia les entraves et les provocations à la gestion du nouveau maire de Antananarivo, divisant la grande bourgeoisie Merina...

Dans ces conditions la crise ne pouvait qu'éclater. L'Arema affaibli par le départ en exil de l'ancien dictateur Didier Ratsiraka à NEUILLY ne pouvait que s'allier tactiquement au nouveau homme fort de la capitale. Par ce renfort, la crise s'est étendue à l'ensemble du pays, l'Aréma a retrouvé des couleurs, son fils Roland Ratsiraka trouvant là un moyen de sortir de l'ombre. Des centaines de morts lors des affrontements entre les deux factions, le pillage des magasins du groupe agro alimentaire, une armée paralysée, une police au côté du Président a ouvert un cycle de crise dans la durée et à l'issue incertaine.

La tension monte après l'auto-proclamation de la destitution du Président de la République par la rue. En réponse Marc Ravalomanana a destitué le Maire, a nommé de nouveaux chefs de Fonkontany (quartiers) sur la communauté urbaine d'Antananarivo et a mis cette communauté par délégation spéciale sous le pouvoir d'un Président Guy Randrianarisoa. Alors que dans le même temps, le jeune maire destitué intronisait Michèle Ratsivalaka, son adjointe, à sa place tout en appelant la population à désigner leurs chefs de fonkontany dans les 196 que composent l'agglomération.

Un bras de fer s'est engagé entre le Tanora Malagasy vonona (TGV) et le TIM, les affrontements meurtriers ne sont pas fait attendre, la manifestation du 7 février au palais d'Ambahitsorohitra, siège de la primature, pour la mise en place d'une charte de transition pour une 4ème République s'est terminée dans un bain de sang, avec semble-t-il une quarantaine de morts et plus de 300 blessés par balles. La garde prétorienne renforcée de mercenaires sud africain chargée à balles réelles sur la manifestation sans sommation au moment où la délégation inconduite rejoignait la foule. La crise à Majaungha où l'Aréma s'est refait une santé et à Antsirana (Diego Suarez) où les signes

indépendantistes et rattachistes vis à vis de la France sont de plus en plus perceptibles est de même nature... L'ambassade de France reste en apparence neutre, les relations avec le pouvoir malgache reste très diplomatique. Elle appelle officiellement au calme et au dialogue... alors que l'Union africaine vient d'apporter son soutien au Président de la République et leader du TIM.

Cette crise économique, sociale et institutionnelle reste pour l'instant sans issue. La constitution est verrouillé en faveur du Président, l'armée reste divisée comme en témoigne la démission de la ministre de la défense Manorohanta Cécile et la médiation des églises FFKM sollicitée par le pouvoir. Une crise sociale et politique qui met notre ministre des affaires étrangères au centre des contradictions de la politique néo coloniale de la France... face aux intérêts des USA ou de la Chine...

Bernard Grangeon